

**Consultation publique de l'ARCEP
sur les marchés de la terminaison d'appels géographiques des réseaux
alternatifs
(15 juillet 2005)**

Réponse de France Télécom

Le projet de décision que l'ARCEP soumet ici à consultation publique s'applique aux marchés de gros de la terminaison des appels géographiques sur les réseaux individuels des opérateurs alternatifs. France Télécom remercie l'ARCEP de son invitation à commenter son projet avant qu'il ne soit notifié à la Commission européenne.

Elle se félicite notamment que cette seconde consultation, concomitante à celle sur les marchés de détail et de gros de la téléphonie fixe, témoigne de l'enjeu tout particulier qui pèse sur la régulation des marchés de la terminaison d'appels géographiques des réseaux alternatifs. L'application de remèdes appropriés aux marchés pertinents de terminaisons d'appels s'avère en effet déterminante pour établir et garantir une concurrence équitable sur les marchés de la téléphonie dans leur ensemble.

Considérant que dans sa première approche, le cadre réglementaire précédent n'a pas suffi à atteindre cet objectif, et que les principaux acteurs de ce marché ont mis à profit les incertitudes résultant de la transition vers le nouveau cadre pour tenter d'abuser de leur position dominante, France Télécom ne peut qu'accueillir favorablement le projet de décision de l'Autorité et demande à ce que les mesures nécessaires soient mise en application le plus rapidement possible pour prévenir et sanctionner tout abus.

A cet égard, comme lors de la première consultation, France Télécom souligne la qualité du travail effectué par l'ARCEP, qui a complété sa première analyse, en fonction des indications du Conseil de la concurrence notamment. Elle s'est attachée à décrire objectivement le fonctionnement de ces marchés, la nature des blocages de concurrence et le comportement des acteurs dominants. Elle a en outre pris grand soin de ne retenir que les remèdes qu'elle jugeait les moins contraignants aux problèmes concurrentiels constatés, ce qui est conforme à l'esprit et à la lettre du nouveau cadre réglementaire.

Sur la définition des marchés

France Télécom adhère à la définition proposée dans le document de consultation consistant à considérer que les prestations de terminaison d'appels géographiques fournies sur des réseaux distincts appartiennent à des marchés pertinents distincts. Cette conclusion est d'ailleurs conforme à celle énoncée dans le projet de décision parallèle et relatif à la terminaison d'appel sur le réseau de France Télécom.



Elle suggère cependant que la définition de la terminaison d'appel ici visée soit parfaitement cohérente avec celle qui sera finalement retenue dans le cadre de ces décisions plus générales sur les marchés pertinents de la téléphonie fixe. France Télécom soutient à cet égard que le point d'articulation permettant de distinguer la terminaison d'appel d'une prestation de transit soit le nœud de commutation ou de routage le plus proche du destinataire qui soit pertinent au titre de l'interconnexion. Ceci permet notamment de lever l'ambiguïté quant à la nature réelle « intra-CAA » des prestations offertes en pratique par les opérateurs alternatifs.

Elle propose en conséquence de formuler l'article 1 de la façon suivante :

« **Article 1** – Dans le cadre de l'analyse des marchés de la terminaison d'appels géographiques sur les réseaux alternatifs fixes, on entend par « prestation de terminaison d'appels » la prestation d'interconnexion nécessaire à l'acheminement d'un appel bande étroite depuis le dernier élément pertinent de commutation ou de routage traversé à jusqu'au point de terminaison du réseau chez l'utilisateur final. »

France Télécom relève toutefois que le projet de décision considère qu'imposer des obligations d'orientation des tarifs vers les coûts à des opérateurs en situation de monopole pourrait constituer dans la situation des OBL alternatifs fixes un réel frein à l'investissement et au déploiement de leurs infrastructures. France Télécom ne peut souscrire à cette analyse dans la mesure où l'orientation des tarifs de terminaison d'appel vers les coûts pertinents de ces opérateurs ne peut en aucun cas leur causer grief. D'autre part, une obligation qui se révélerait incitative à l'investissement et au développement de ces infrastructures en permettant à ces opérateurs d'exploiter le pouvoir de marché dont ils disposent ne pourrait que méconnaître l'objectif consistant à prévenir toute distorsion de concurrence qui pourrait nuire gravement au marché.

Sur l'analyse de la puissance des opérateurs

France Télécom n'a aucun commentaire à apporter quant aux conclusions de l'ARCEP, confirmées par le Conseil de la concurrence, considérant que chaque opérateur alternatif dispose d'une influence significative sur le marché pertinent de la terminaison d'appels géographique sur son réseau. Elle adhère également à la neutralité technologique de la définition de ce marché, mais souligne toutefois que les choix technologiques n'en deviennent pas pour autant indifférents pour les acteurs, ni que la réalité des technologies employées puisse être ignorée dans l'appréciation des éléments économiques qui y sont associés.

France Télécom souligne notamment la qualité de l'analyse effectuée par l'autorité qui s'est attaché à bien comprendre le comportement des acteurs et identifier la nature et la portée des blocages de concurrence.

Sur les remèdes

France Télécom accueille favorablement les remèdes proposés par le projet de décision. Elle souhaite cependant formuler les commentaires suivants.



Tout d'abord, le projet de décision mentionne quelques obligations générales. France Télécom relève à cet égard que l'ARCEP considère comme : «proportionné d'imposer à chacun des OBL de ne pas retirer un accès déjà accordé à un opérateur, sauf accord préalable expresse de l'Autorité ou du cocontractant concerné, conformément à l'objectif de développement efficace dans les infrastructures et de compétitivité du secteur ».

France Télécom partage la préoccupation de l'Autorité quant à la continuation efficace de l'interconnexion des réseaux. Elle estime cependant que cette disposition apparaît excessive et souhaite que l'Autorité maintienne la primeur à la négociation entre les opérateurs et au contrat.

Par ailleurs, comme dans sa réponse à la première consultation relative à ces marchés, France Télécom estime que le remède proposé visant à interdire la pratique de tarifs de terminaison d'appels excessif est très insuffisant pour pouvoir remédier aux problèmes concurrentiels observés sur le marché. En effet, le précédent cadre qui prévoyait déjà cette disposition s'est révélé incapable de remédier efficacement aux problèmes, et l'on observe la multiplication et l'intensification des abus de position dominante aboutissant à une grave distorsion du marché de détail aval.

Cette situation aggravée appelle l'intervention vigoureuse du régulateur et non la simple continuation du cadre précédent.

Force est de constater en effet que cette méthode présentait trop de difficultés d'interprétation pour apporter la garantie suffisante que la concurrence sur le marché de détail aval n'était pas faussée.

En conséquence, France Télécom appelle une nouvelle fois de ses vœux l'imposition de remèdes qui sauront répondre au besoin impératif de prévisibilité et de lisibilité, et qui représentent le corollaire indispensable à la prévention des contentieux et au principe de sécurité juridique.

En l'occurrence, si France Télécom estime que l'interdiction de « pratiquer des tarifs excessifs » est une obligation **certainement nécessaire**, elle n'apparaît **pas suffisante ni suffisamment précise et prévisible**.

France Télécom ayant pu établir par des éléments observables sur le marché que les coûts de fourniture de la prestation de terminaison d'appel géographiques des opérateurs alternatifs sont très certainement inférieurs au tarif de la terminaison d'appel d'intra-CAA de France Télécom, rien ne s'oppose donc à la détermination d'une règle proportionnée au problème concurrentiel rencontré, précise, stable et prévisible. Ainsi, il découle de ce qui précède que tout tarif de terminaison d'appels géographiques supérieur à l'intra-CAA de France Télécom pourrait être considéré comme a priori excessif puisque permettant de laisser à l'interconnexion réciproque un solde net destiné à subventionner l'opérateur alternatif sur le marché de détail. Le caractère excessif ou non d'un tarif pourra donc être estimé par rapport au tarif intra-CAA de France Télécom. Ce critère simple précise et



complète l'obligation déjà formulée par l'Autorité et lui confère les qualités nécessaires de déterminisme, prévisibilité et stabilité.